

viendra-t-il ? Peut-être quand on aura passé par l'épreuve d'une majorité rouge. Sans doute, il vaudrait mieux que ce fût dès à présent ; car, enfin, s'il y a plus de prudence à répudier l'emploi de la force, il y a peut-être moins de logique, dès qu'on ne veut pas de la conciliation, ou que l'on n'en veut pas de la seule façon qu'elle peut se faire. C'est une inconséquence de ne savoir aller ni d'un côté ni de l'autre, de déclamer contre le suffrage universel et d'en subir les arrêts, de laisser détruire la Constitution et de ne pas la faire honorer, enfin de se laisser acculer aux élections générales de 1852, sans daigner désarmer l'opinion publique qui menace, et sachant qu'on n'a pas les moyens de lui résister.

S'il est un lieu où cette vie au jour le jour doit sembler pesante, c'est surtout dans les hautes régions du pouvoir, où la responsabilité n'est point disséminée sur un grand nombre de têtes. Aussitôt après l'élection du 10 mars, à Paris, on répéta de tous côtés que le ministère se retirait, et qu'un nouveau message allait être adressé à l'Assemblée législative, pour annoncer l'inauguration d'une politique nouvelle, et la formation d'un ministère de demi-gauche. C'était la logique des faits qui se révélait ; mais, dans une route semée de passions et d'obstacles, la logique ne marche pas si vite. Le ministère n'a subi qu'une modification insignifiante, qui ne satisfait ni la droite, ni la gauche. On annonce, au contraire, une liaison plus étroite entre la majorité et le Pouvoir exécutif. Qu'en est-il ? Nous nous souvenons que, la veille du 31 octobre, on annonçait aussi un ministère de la droite parlementaire. Il faut que les faits amènent leurs conséquences, et ces faits sont ceux-ci : que la popularité du pouvoir, sa sécurité, ses bases sont maintenant du côté gauche. Il est impossible qu'on n'ait pas conscience de cette situation, dans les conseils de l'Élysée, dans ces conseils où l'on ressent douloureusement la tutelle qu'impose la droite, et où l'on a si souvent montré des velleités de secouer le joug. Aujourd'hui, l'occasion, le moyen ne sont-ils pas trouvés ? Sans doute, on y songe ; mais une politique patiente attend son jour, et nous, nous croyons au message.

N.

*P. S.* — Nous serions-nous trompés ? L'alliance du Pouvoir exécutif et de la droite est vraie en effet, vérité du moment, et elle se signale par les lois de septembre de la République. Sur quelle base avions-nous raisonné ? Sur ce que l'intérêt réel, l'intérêt pressant du Pouvoir est de se rapprocher de la gauche. Ce qui se passe renferme un étrange mystère ou une déplorable erreur. L'avenir lèvera les voiles !